



CTSCR Insee du 17 novembre 2021

Liminaire et voeux de la CFE-CGC Insee

Madame la Présidente,
mesdames et messieurs les membres du comité technique de service central de réseau,

L'ordre du jour de ce CTSCR nous projette vers l'avenir sur plusieurs sujets qui sont au coeur des préoccupations des agents : la nécessaire évolution de l'organisation du département des ressources humaines, le rôle de la division Sesam, l'animation du dialogue social à la DG et l'avenir bâtiminaire du Centre statistique de Metz.

Sur l'évolution du DRH, nous partageons le diagnostic d'un besoin d'évolution pour s'adapter aux besoins des agents . Pour cela, la montée en compétence des acteurs de la RH doit être un enjeu central. Nous vous demandons de placer au coeur des réflexions, pour guider les évolutions, l'objectif d'un accompagnement plus étroit et plus efficace des parcours professionnels des agents. Nous nous interrogeons sur la fusion de deux divisions au sein d'un département dont la charge de travail est importante : deux postes d'encadrement supérieur sont supprimés, comment envisagez-vous de faire face à la charge de travail dans ce contexte ? Quel est la cible des créations/suppressions de postes au sein du département ? Le suivi des agents en difficulté nécessiterait notamment un renforcement.

Sur les perspectives de l'unité Sesam, nous déplorons l'absence de concertation avec les Directions et en particulier les cellules d'appui au pilotage des ressources (CAPR) dans les évolutions envisagées qui sont ressenties, de manière légitime, comme un passage en force, un déni de leur travail et un procès d'intention. C'est pourquoi nous demandons sans attendre la mise en œuvre d'un dialogue et d'une démarche de concertation pour accompagner les changements, s'ils doivent avoir lieu.

CTSCR Insee du 17/11/21 (liminaire de la CFE-CGC Insee, suite)

La politique de mutualisation présentée manque de clarté sur ses objectifs et sur la cible à atteindre, notamment sur le lien de Sesam avec les managers. Sur le fond, nous voyons dans ce projet un dangereux éloignement des fonctions RH des agents, la perte d'un service de proximité essentiel, adapté à leur environnement de travail, dont ils ont besoin pour répondre rapidement à leurs préoccupations administratives pour se consacrer pleinement à leurs missions. Le suivi des dossiers RH en particulier, risque de pâtir de ce manque de proximité. Les perspectives de transfert de nouvelles missions à Sesam sont inquiétantes quand on considère le fait que la division compte déjà 43 agents et est actuellement en surcharge. Nous nous étions déjà prononcé dans ce sens au CTSCR du 3 octobre 2019 ; le sujet n'a pas été abordé en CTSCR depuis.

Comme nous l'avons déjà formulé en GT du CTR, nous demandons qu'une mission de l'IG soit mandatée sur le sujet de la gestion RH à l'Insee et les fonctions supports, avec un focus particulier sur la Direction générale et la confidentialité des flux d'informations individuelles. Nous sommes inquiets de la politique de mutualisation de fonctions supports et RH qui vise des gains de productivité qui selon nous ne sont plus soutenables aujourd'hui. Pour la CFE-CGC Insee, un seuil critique a été dépassé. Il génère aujourd'hui derrière le sentiment de déshumanisation des fonctions RH un mécontentement collectif sur lequel nous vous interpellons.

Sur l'animation du dialogue social à la DG, nous demandons une évaluation concertée et précise des moyens, une identification claire des acteurs dans l'organigramme et une communication plus rigoureuse et accessible des comptes rendus des comités et des vœux sur l'intranet. L'évolution régressive des prérogatives des CAP ne veut pas dire plus de dialogue social du tout mais au contraire une exigence accrue dans l'animation du dialogue social collectif au sein des futurs comités sociaux d'administration (CSA), une exigence de qualité et de transparence collective aussi. Du point de vue des services du DRH, les charges en lien avec la mise en œuvre dans la durée des lignes directrices de gestion (LDG) des mobilités et des promotions demeurent et doivent être renforcées pour veiller à un déroulement sans faille des processus, qui ne laisse pas la place à la suspicion.

CTSCR Insee du 17/11/21 (liminaire de la CFE-CGC Insee, suite et fin)

Par ailleurs, une réflexion doit rapidement s'engager pour préparer la prochaine mandature, en lien avec les évolutions réglementaires du dialogue social qui supposent une professionnalisation des élus qui seront conduits à siéger dans les comités sociaux et les formations spécialisées.

Enfin, nous regrettons que le sujet de gouvernance sur le Centre statistique de Metz (CSM), qui va quitter l'an prochain le périmètre du Secrétariat général, ne puisse pas être abordé aujourd'hui dans cette instance, pour des raisons qui nous ont été expliquées en amont de ce comité et que nous comprenons (convocation du Directeur régional de Grand-Est à la préfecture de Région). Nous vous demandons néanmoins un point détaillé sur le sujet du déménagement du CSM, conformément à l'annonce faite dans cet ordre du jour.

Merci pour votre attention.

Voeux de la CFE-CGC Insee (CTSCR du 17/11/21)

Projet d'évolution de l'organisation du DRH

Voeu N°1 :

"Les élus en CTSCR demandent que les deux postes hors-liste libérés par la réorganisation du DRH soient réaffectés au sein de la direction générale."

Pour : 6 (CFE-CGC, CFDT, CGT)

Abstention : 2 (Sud et FO)

--

Sesam, bilan et perspectives

Voeu N°2 :

"Les élus en CTSCR demandent que le document préparé pour ce CTSCR soit diffusé immédiatement aux directeurs et chefs de CAPR."

Pour : 4 (CFE-CGC, CFDT)

Abstention : 4 (CGT, Sud, FO)

Voeu N°3 :

"Les élus en CTSCR demandent que soit mandatée une mission de l'Inspection générale sur la gestion RH de proximité faisant un focus particulier sur la situation de la DG et les processus garantissant la confidentialité des informations personnelles."

Pour : 2 (CFE-CGC)

Abstention : 5 (CGT, CFDT, Sud)

Contre : 1 (FO)

CTSCR Insee du 17/11/21 (voeux de la CFE-CGC Insee, suite)

Voeu N°4 :

"Les élus en CTSCR demandent que la politique de mutualisation des fonctions support entamée soit précisée dans ses objectifs, son périmètre et sa durée, et que ces éléments soient présentés en CTSCR."

Pour : unanimité

Voeu formulé suite à une interruption de séance demandée par les élus CFE-CGC :

"Les élus du CTSCR demandent que le caractère de document de travail non décisionnaire de la note présentée au CTSCR sur le bilan et les perspectives de la division Sesam soit réaffirmé. Ils demandent également qu'une note d'organisation clarifiant les activités de Sesam et celles des CAPR soit présentée lors d'un GT du CTSCR. "

Pour : unanimité

--

Dialogue social local

Voeu N°5 :

"Les élus en CTSCR demandent qu'une réflexion spécifique soit lancée rapidement sur les moyens dédiés à l'animation du dialogue social à la Direction générale de l'Insee, en lien avec l'évolution de la réglementation et à l'horizon des prochaines élections professionnelles."

Pour : unanimité

Voeu N°6 :

"Les élus en CTSCR demandent qu'une équipe en charge de l'animation du dialogue social pour la DG soit clairement identifiée dans l'organigramme de la direction générale."

Pour : unanimité (avec l'appui de la Secrétaire générale)